

1. [Accueil](#)
2. Entity Print

Bulletin de la Banque de France

[Économie](#)

+ 1

[Financements internationaux](#)

Les titres publics et privés de la dette française sont parmi les plus détenus par les non-résidents

12 Décembre 2021

Auteurs : Emmanuel Gervais

Bulletin n°233, article 4. La France est le cinquième pays émetteur de titres de dette, loin derrière les États-Unis (39 % du total mondial), le Japon et la Chine. Sa part dans le total mondial (5 %) est proche de celle du Royaume-Uni, mais supérieure à celle de l'Allemagne (4 %). La dette française est très internationale puisqu'elle représente 8 % des engagements recensés dans les positions extérieures du monde, soit la deuxième la plus acquise par des non-résidents, toujours loin derrière les États-Unis. Entre 2008 et 2019, la part de la France dans le total des engagements internationaux recensés, y compris intra-zone euro, est restée à peu près stable (entre 8,7 % fin 2008 et 8,2 % fin 2019), contrairement à l'Allemagne et au Royaume-Uni, dont les parts sont revenues, respectivement, de 10,5 % et 9,4 % fin 2008 à 6,0 % et 7,5 % fin 2019.

[bdf233-4 Visuel.png](#)

1. Les titres de la dette française, publics comme privés, occupent une place significative dans les portefeuilles internationaux

La France est l'un des plus grands émetteurs mondiaux

La France est le cinquième pays émetteur de titres de dette souveraine comme non souveraine, loin derrière les États-Unis (39 % du total mondial), le Japon et la Chine (13 %). Sa part dans le total mondial (5 %) est proche de celle du Royaume-Uni mais supérieure à celle de l'Allemagne (4 %). Elle est donc le premier émetteur de la zone euro. La part de la France dans la dette mondiale est supérieure à sa part dans le PIB mondial en valeur. Les autres grands pays émetteurs partagent cette caractéristique, à l'exception de la Chine. L'écart le plus fort est observé pour les États-Unis.

La dette française est très présente dans les portefeuilles internationaux

La part des émissions d'un pays détenues par les non-résidents (c'est-à-dire les engagements dans la terminologie de la balance des paiements) ne s'aligne pas sur sa part mondiale dans les émissions de titres. En particulier, la dette française représente 8 % des engagements recensés dans les balances des paiements du monde, soit la deuxième la plus acquise par des non-résidents, toujours loin derrière les États-Unis (35 % des encours totaux d'engagements sur titres de dette environ à fin 2019). Parmi les 18 pays dont les engagements

représentent plus de 1 % du total mondial, on note la présence de 9 pays de la zone euro. La somme des engagements des États membres de la zone (34 % du total des engagements mondiaux à fin 2019) est en effet proche de la part des États-Unis (35 %).

Toutefois, près de la moitié des engagements de la zone euro sont en réalité détenus par d'autres États membres. Cette proportion moyenne reflète une situation très différenciée selon les États membres émetteurs. Les dettes allemande et française sont ainsi majoritairement détenues par des non-résidents hors zone euro tandis que celles émises par l'Italie et l'Espagne sont portées pour près des deux tiers par les investisseurs de la zone euro. Les opérations de portefeuille entre les pays de la zone euro s'effectuent ainsi au sein d'une même zone monétaire. Au plan mondial, on est donc fondé à ne pas en tenir compte, en particulier parce qu'elles incluent des opérations de politique monétaire. Cette exclusion réduit la place de la France dans la répartition.

[Pour lire la suite, télécharger l'article]

Télécharger la publication dans son intégralité

[Bulletin n°233-4. Les titres publics et privés de la dette française s... \(PDF - 444 Ko\)](#)

[Précédent](#)

3

La situation financière des entreprises, forces et faiblesses à la veille de la crise sanitaire